



DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DU JURA

Arrêté Préfectoral Complémentaire
N° AP 2017-25-DREAL

N° d'Agrément : PR39 000 13D

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ADLCA

7, RUE DE LA DEMI-LUNE
SITE EXPLOITÉ CHEMIN DE LA GARE
39140 BLETTERANS

LE PRÉFET,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

VU

- le Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 19 et 21 ;
- le Code de l'Environnement – Partie Législative, notamment son article L. 120-1 et ses Livres 1^{er} et V ;
- le Code de l'Environnement – Partie Réglementaire, notamment ses Livres 1^{er} et V ;
- le Code de la Route, notamment ses articles R. 318-10 et R. 322-9 ;
- le décret n° 2011-153 du 04 février 2011 modifié portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de gestion de véhicules hors d'usage et des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 et ses annexes, notamment I et III relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012-16-DREAL du 27 juin 2012 et portant agrément n° PR39 00013D autorisant l'ADLCA à effectuer le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur la commune de BLETTERANS entre autres activités ;
- la demande de renouvellement d'agrément du 27 janvier 2017 et ses compléments datés du 06 mars 2017 et 05 mai 2017, présentée par le Directeur Général de l'Association Dispensaire de Lutte Contre les Addictions (ADLCA) en vue d'exploiter un centre VHU agréé ;
- le rapport DREAL du 30 mai 2017 faisant suite à la visite d'inspection du 07 février 2017 des installations exploitées par l'ADLCA sur le territoire de la commune de BLETTERANS et sa lettre de transmission du 30 mai 2017 ;
- les courriers de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté datés du 09 février 2017 et 07 avril 2017 ;
- le rapport de la DREAL du 08 juin 2017, proposant le renouvellement de l'agrément délivré à l'ADLCA pour une durée de 6 ans ;
- l'avis du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) en date du 20 juin 2017 ;
- la lettre préfectorale du 21 juin 2017 transmise à l'exploitant dans le cadre de la consultation post-coderst,
- l'absence d'observations de la part de l'exploitant dans les délais précisés par la lettre du 21 juin 2017.

CONSIDÉRANT

- que l'ADLCA est dénommé ci-après "le demandeur" ;
- que le demandeur s'est engagé à respecter les obligations du cahier des charges annexé au présent arrêté ;
- que la demande de renouvellement de l'agrément PR 3900013 D déposée par le "demandeur" le 27 janvier 2017, ainsi que ses compléments, comporte les justificatifs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 02 mai 2012 ;
- que le demandeur dispose d'une autorisation au titre de la législation des installations classées pour exercer ses activités sous couvert d'un agrément ;
- que le demandeur a été en mesure de justifier par différents moyens qu'il possède les capacités techniques et financières pour effectuer ses activités dans de bonnes conditions ;
- que l'exploitant a fait vérifier par un organisme tiers certifié la conformité de ses installations aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément ;
- que le demandeur procède aux déclarations prévues par l'annexe I de l'arrêté du 19 janvier 2005 auprès de l'ADEME en adressant copie à M. le Préfet du JURA ;

- que le demandeur souhaite exclusivement exploiter son centre VHU sans assurer la prise initiale des VHU (collaboration entre centres VHU agréés) ;
- que dans ces conditions des prescriptions additionnelles apparaissent nécessaires pour assurer le respect des dispositions de l'article L. 181-3, en particulier sont point "II-7°";
- que dans ces conditions la demande présentée répond aux exigences de la réglementation et qu'il peut être délivré le renouvellement de l'agrément n° PR39 00013D pour les activités sollicitées par l'ADLCA.

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : EXPLOITANT

L'Association Dispensaire de Lutte Contre les Addictions (L'ADLCA), dénommée ci-après « l'exploitant » et représentée par son Président, dont le siège social est situé au 7, rue de la Demi-Lune, pour le site qu'elle exploite "chemin de la Gare" – 39140 BLETTERANS, est agréée comme centre VHU pour exploiter une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage (*centre VHU agréé*) sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le présent acte entrera en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : MODIFICATIONS APPORTEES AUX ACTES ANTERIEURS

- L'article 1.1.4 "AGREMENT DES INSTALLATIONS" de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012-16-DREAL du 27 juin 2012 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'autorisation préfectorale vaut agrément, n° PR 3900013 D, mentionné à l'article R. 543-162 du Code de l'Environnement dans la limite ci-dessous :

Nature du déchet	Provenance	Quantité maximale admise	Conditions de valorisation
Véhicules hors d'usage (VHU)	Département du Jura	780 Véhicules/an	Cahier des charges (Article R.541-164)

- Le Chapitre 8.2 "DEPOLLUTION ET DECONSTRUCTION DE VHU" de l'arrêté préfectoral n° 2012-16-DREAL du 27 juin 2012 est complété des articles suivants :

* Article 8.2.4 " PRISE EN CHARGE INITIALE D'UN VHU A L'ENTREE DES INSTALLATIONS" :

Dans le cadre du fonctionnement retenu par l'ADLCA, le centre VHU qu'elle exploite n'assure pas la prise en charge initiale des VHU déposés à l'entrée de ses installations (pas de délivrance de certificat de destruction).

Les tiers se présentant à l'entrée du centre VHU de l'ADLCA, avec un véhicule répondant aux critères d'acceptabilité définis au R. 543-157 du Code de l'Environnement, sont invités par le personnel de l'ADLCA à prendre contact avec un autre centre VHU agréé susceptible d'assurer la prise en charge initiale de VHU dans le Jura. L'ADLCA est en mesure de fournir une liste des centres VHU du Jura. Cette liste est actualisée au moins une fois/an auprès des services de la préfecture ou de l'Inspection en charge des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

L'ADLCA est tenue d'afficher à l'entrée de son centre VHU et à destination du public un panneau mentionnant les dispositions de l'article R. 635-8-alinéa 1 du Code Pénal précisant :

'Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, soit une épave de véhicule, soit des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation'.

Tout VHU au sens de l'article R. 543-157 du Code de l'Environnement ou épave au sens de l'article R. 635-8 du Code Pénal, abandonné(e) à l'entrée des installations de l'ADLCA, fait l'objet d'une déclaration d'incident en application du Chapitre 2.5 "INCIDENTS OU ACCIDENTS", de l'arrêté préfectoral n° 2012-16-DREAL du 27 juin 2012.

*** Article 8.2.5 " CONTRÔLE DU VHU RECEPTIONNE AU SEIN DES INSTALLATIONS " :**

Le centre VHU exploité par l'ADLCA est tenu de s'assurer à l'entrée du véhicule dans ses installations :

- de l'existence d'un "Bordereau de Suivi d'un Véhicule Hors d'Usage" (*BsdVHU*) tel que prévu par l'annexe III de l'arrêté du 02 mai 2012 susvisé ;
- de la cohérence du véhicule pris en charge avec les données issues des copies : du certificat d'immatriculation, du certificat de cession, du bordereau de dépôt fourni par le centre VHU ayant assuré la prise en charge initiale du VHU ;
- de l'état global du véhicule avec notamment la présence de ses organes essentiels tels qu'identifiés par l'article R. 543-157 du Code de l'Environnement ;
- de la cohérence des données "moteurs" et "carrosserie" avec les documents dont il dispose.

L'exploitant établit une fiche de contrôle, par véhicule, détaillée et commentée et comportant l'ensemble des pièces ci-dessus et la mention de ses observations relevées lors de ses contrôles.

*** Article 8.2.6 " OPERATIONS EFFECTUEES SUR LES VHU PRIS EN CHARGE " :**

L'exploitant est tenu de mettre en place un document retraçant l'ensemble des opérations réalisées au cours de l'étape de "préparation" des VHU (*dépollution, démontage, stockage des pièces et des déchets*). Le document comporte l'ensemble des mentions nécessaires permettant d'identifier le VHU bénéficiant de la "préparation".

Le document dresse par véhicule :

- les opérations de dépollution réalisées, leurs dates, les déchets générés au cours des étapes (*identifiés selon leur code défini au R. 541-7 du CE*) ainsi que leurs quantités produites, les anomalies relevées lors des opérations ;
- les pièces démontées en distinguant celles qui seront stockées en vue de réemploi/réutilisation de celles considérées comme des déchets (inutilisables, abîmées, partielles...);
- les anomalies relevées lors du démontage.

Le centre VHU exploité par l'ADLCA doit être en mesure de fournir l'ensemble des informations nécessaires aux autres centres VHU avec lesquels il collabore en application des préconisations du V.1.1 du : "*Guide SYDEREP – OBSERVATOIRE DES VEHICULES HORS D'USAGE – Guide d'aide aux déclarants individuels – Déclaration des centres VHU agréés – janvier 2017*".

- *Le Chapitre 9.2 " MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE " de l'arrêté préfectoral n° 2012-16-DREAL du 27 juin 2012 est complété de l'article suivant :*

*** Article 9.2.2. " DECLARATION GEREP " :**

La déclaration GEREP est réalisée dans les conditions fixées par la réglementation (arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets), prenant en compte notamment le respect des seuils et des quantités de polluants émis par les installations exploitées sur les thématiques : "Eau", "Air" et "Déchet" notamment.

Une seule déclaration est réalisée une fois par an pour l'ensemble des activités de l'ADLCA (DEEE, piles, VHU, autres) via la plate-forme accessible à l'adresse : <https://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gerep> ou équivalent.

En cas d'impossibilité technique imputable à l'outil GEREP ou équivalent, l'exploitant transmet les résultats sous format papier dans les mêmes délais à l'Inspection des installations classées.

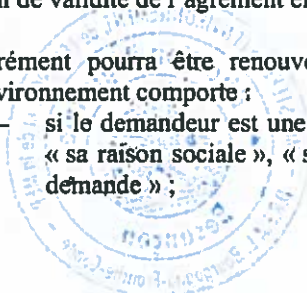
ARTICLE 3 : DUREE DE L'AGREMENT/CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT/ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACTE

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans renouvelable.

L'agrément peut être renouvelé sur demande écrite adressée à M. le Préfet du Jura dans un délai de 6 mois au moins avant la date de fin de validité de l'agrément en cours. Le numéro d'agrément n'est pas modifié lors de son renouvellement.

L'agrément pourra être renouvelé sous réserve que le dossier de demande précisé à l'article R. 543-162 du Code de l'Environnement comporte :

- si le demandeur est une personne physique, ses « nom », « prénoms », « domicile » ; s'il s'agit d'une personne morale, « sa raison sociale », « sa forme juridique », « l'adresse de son siège social » ainsi que la « qualité du signataire de la demande » ;



Préfecture CHIPPONNI

- l'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage » et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- pour les installations existantes, en sus des éléments figurant à l'article R. 515-37 du Code de l'Environnement :
 - les références de l'arrêté préfectoral pris, le cas échéant, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- le dernier rapport relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :
 - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement Européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001 ;
 - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
 - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté ;
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation, de recyclage et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11°/ et 12°/ de l'annexe I de l'arrêté du 02 mai 2012 « relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ».

ARTICLE 4 : AFFICHAGE DE L'AGRÈMENT

L'exploitant est tenu d'afficher à l'entrée de son installation et de façon lisible le numéro de son agrément et sa date de fin de validité.

ARTICLE 5 : CAHIER DES CHARGES

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'annexe 1.

ARTICLE 6 : PUBLICITÉ ET NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'ADLCA.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'arrêté.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de BLETTERANS par les soins du Maire pendant un mois.

ARTICLE 7 : EXECUTION & AMPLIATION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, M. le Maire de BLETTERANS ainsi que M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à :

- M. le Maire de la Commune de BLETTERANS ;
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté à BESANÇON.

Fait à Lons-le-Saunier, le

- 3 AOUT 2017

Le Préfet
 Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général
 Stéphane CHIPPONI



Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement :

- par les exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes. Ce délai est, le cas échéant, prorogé de 6 mois à compter de la mise en service de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ANNEXE 1 « Cahier des charges annexé à l'agrément n° PR39 00013D »

Conformément à l'article R. 543-164 du Code de l'Environnement :

1°/ Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage [VHU] :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs, sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins, ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composés recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leur marque ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2°/ Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc...), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1^{er} juillet 2013.

3°/ L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible :

- les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du Code de la Consommation. ;
- la vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite ;
- les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides ;
- seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1°/ du présent article.

4°/ L'exploitant du centre VHU est tenu de remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté Européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du Code de l'Environnement.

5°/ L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au Préfet du département, dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du Code de l'Environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) les informations sur les certifications obtenues, notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) l'âge moyen des véhicules pris en charge ;

- d) la répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) les « nom » et « coordonnées » de l'organisme tiers désigné au 15°/ du présent cahier des charges ;
- i) le cas échéant, le « nom » du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU .

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé à l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année « N » intervient au plus tard le 31 mars de l'année « N + 1 ».

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15°/ du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année « N + 1 ». A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

6°/ L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7°/ L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 du Code de l'Environnement les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8°/ L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du Code de la Route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9°/ L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du Code de l'Environnement.

10°/ L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage de véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage « non dépollués » sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant *a minima* les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigels, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un « décanteur-deshuileur » ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'Inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;

- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre 1^{er} du Titre II du Livre III de la partie réglementaire du Code Pénal.

11°/ En application du 12° de l'article R. 543-164 du Code de l'Environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés.

12°/ En application du 12° de l'article R. 543-164 du Code de l'Environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du Code de l'Environnement.

13°/ L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des « carcasses » de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 « relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lots de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14°/ L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du Code de l'Environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

15°/ L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/ 2001 du Parlement Européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Véritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au Préfet du département dans lequel se situe l'installation.